

Il est incontestable selon moi que les Prairies ou l'Ouest du Canada y perdent dans toute cette affaire. Le gouvernement peut adopter toutes les politiques fiscales et régionales qu'il désire. Je me demande pourquoi le ministre des Finances (M. Benson) n'acquitte pas ces notes.

L'hon. M. Stanfield: Il enfreint la loi.

M. Horner: Il enfreint la loi. En outre, il n'aime pas les Prairies. Devant 40 autres personnes en juin dernier, le ministre m'a dit qu'il se foutait des Prairies.

Des voix: C'est une honte!

M. Horner: En présence de 40 autres personnes qui se trouvaient dans la pièce, il a dit tout haut qu'il s'en fichait. Peut-on s'étonner devant un comportement pareil qu'il ne fasse pas de paiements? S'il persiste dans cette attitude, il ne restera à l'Ouest du Canada qu'à faire scission. Je ne souhaite pas la scission. Je suis Canadien. La famille Horner a des attaches profondes dans tout le Canada. Elle a des attaches profondes au Québec et dans presque toutes les autres provinces il y a quelque membre de ma famille. Comment peut-on s'attendre à ce qu'une région du Canada soit active, dynamique, industrielle et énergique quand elle n'est pas traitée équitablement par Ottawa? A quoi peut-on s'attendre quand le ministre des Finances me tient de tels propos en présence de 40 autres personnes? Comment peut-on s'imaginer que l'Ouest du Canada avalera cela? Ce bill se rit de la Loi.

M. Deachman: Il faut dire «fait fi».

M. Horner: Je demande à tous les députés de répondre à cette question. Si la loi sur les réserves provisoires de blé prévoyait des versements pour la province de Québec, le gouvernement ne les ferait-il pas? Que chacun réponde à cette question dans son for intérieur. Je dois dire oui, le gouvernement paierait cet argent ou présenterait un autre bill pour effectuer un autre versement. Soyons francs.

L'hon. M. Lang: Le député me permettrait-il une question?

M. Horner: Quand j'aurai fini mon discours, vous pourrez poser une question.

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): Le ministre en appelle-t-il au Règlement?

L'hon. M. Lang: Non, monsieur l'Orateur. Je voulais savoir si je pouvais poser une question.

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): Le député ne semble pas disposé à accepter une question.

M. Horner: Une surtaxe a récemment été imposée sur les importations vers les États-Unis. Qu'a fait le gouvernement? Il a mis 80 millions de dollars à la disposition de l'industrie qui est en grande partie située dans le centre du Canada. Il n'a pris aucune mesure pour venir en aide à l'agriculture. Le ministre a prononcé un éloquent discours. Il a dit que le gouvernement agirait par l'intermédiaire de l'Office de stabilisation. Le gouvernement n'a jamais rien fait par l'intermédiaire de cet organisme depuis qu'il est au pouvoir. Il a laissé le champ libre à l'industrie de l'acier et aux chantiers maritimes. Il n'a rien fait pour aider l'agriculture à faire face à la surtaxe. Les effets de celle-ci sur l'industrie agricole sont bien connus.

L'hon. M. Stanfield: Le gouvernement stabilise la pauvreté.

M. Horner: Il stabilise la pauvreté et stabilise l'expansion économique de l'Ouest du Canada. Il ne l'aide pas du tout. Il est indiscutable que le gouvernement cherche à aider l'Est et qu'il se fiche éperdument de l'Ouest. Il se moque même de l'industrie du bois en Colombie-Britannique. Il n'a pas levé le petit doigt pour venir en aide à l'industrie des pâtes qui aujourd'hui est centralisée aux deux extrémités du pays. Il s'est plutôt soucié des floritures.

En ma qualité de contribuable canadien, je dois dire en toute franchise que les sommes que le gouvernement déverse au Québec portent des fruits. On constate dans cette province un certain nivellement des chiffres du chômage. J'espère que le Québec pourra maintenir ces niveaux. En 1968, le gouvernement a dit au peuple canadien que l'unité était la question primordiale pour le Canada. Il a ensuite avancé une politique fiscale régionale et a délibérément fait grand état de la loi sans investir d'argent dans aucune région.

M. Deachman: Fait fi de la loi, pas fait grand état!

M. Horner: Fait fi. Vous là-bas, vous ne portez jamais attention à ce qui se dit. Le gouvernement transgresse délibérément la loi. La pire des insultes nous vient du ministre des Finances, tenu lui aussi d'observer la loi, qu'un jour m'a dit devant 40 témoins qu'il se foutait royalement des Prairies.

Des voix: Quelle honte!

Une voix: Vous l'avez déjà dit.

M. Horner: Je pourrais le répéter encore plusieurs fois. Je vais à Assiniboia la semaine prochaine et je le dirai là aussi.

Des voix: Bravo!

M. Horner: L'heure des mouchards comme le ministre de l'Agriculture (M. Olson) a sonné. Il n'est qu'un «mouton» qui s'affaire pour essayer de plaire au premier ministre. Le député de Rocky Mountain (M. Sulatycky) m'a déçu. En réalité, il n'a rien dit du tout dans son discours ce soir. Je suppose qu'il convoite un poste de secrétaire parlementaire.

• (9.10 p.m.)

Le ministre de la Justice (M. Turner) me fait pitié. Il reste assis comme un garçon bien sage, probablement parce qu'il pense que le pouvoir lui échoira s'il ne se compromet pas. Pourquoi ne défend-il pas la loi? Il réclame un grand colloque sur le droit. Il décrit les séances plénières et les ateliers à former: «Le sexe, la famille et le droit», «Les media et le droit». Il ne cherche qu'à se faire de la publicité. Il ne veut pas vraiment agir, car s'il le voulait, un autre sujet serait ajouté: «Le gouvernement et le droit».

La guerre des poulets et des œufs a eu lieu parce que le gouvernement n'a pas fait respecter la loi. Le gouvernement laisse chaque producteur de poulets ou d'œufs se débattre avec la loi à sa place. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique est la constitution de notre pays. Le ministre de la Justice a le devoir de le faire respecter. Mais il reste sans bouger, les mains jointes et il essaie de s'effacer du décor. Monsieur l'Orateur, il est directement en cause et il doit prendre sa part de responsabilité.